

Gazette
officielle
DU Québec

Partie

1

N^o 12

27 mars 2010

Avis juridiques

142^e année

Sommaire

AMÉNAGEMENT ET L'URBANISME, LOI SUR L'...
AVIS DIVERS
CURATEUR PUBLIC, LOI SUR LE...
DIRECTEUR DE L'ÉTAT CIVIL
FORÊTS, LOI SUR LES...
MINISTÈRES, AVIS CONCERNANT LES...
PROJET DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ,
AVIS DE PRÉSENTATION D'UN...

Dépôt légal – 1^{er} trimestre 1968
Bibliothèque nationale du Québec
© Éditeur officiel du Québec, 2010

Tous droits de traduction et d'adaptation, en totalité ou en partie, réservés pour tous pays.
Toute reproduction par procédé mécanique ou électronique, y compris la microreproduction,
est interdite sans l'autorisation écrite de l'Éditeur officiel du Québec.

Université du Québec (L.R.Q., c. U-1)

Vu les articles 4 et 7 de la Loi sur l'Université du Québec;

Vu l'article 2.7 du règlement général 5 « Instances et dispositions générales »;

Vu l'Annexe 6-B « Régime de retraite de l'Université du Québec » du règlement général 6 « Ressources humaines », adoptée le 17 avril 1991 (*Gazette officielle du Québec* du 4 mai 1991) et amendée les 29 mai 1991, 25 septembre 1991, 21 avril 1993, 15 décembre 1993, 16 mars 1994, 22 juin 1994, 17 mai 1996, 6 novembre 1996, 16 avril 1997, 26 juin 1997, 27 mai 1998, 21 avril 1999, 26 mai 1999, 24 mai 2000, 7 juin 2001, 12 décembre 2001, 30 janvier 2002, 22 mai 2002, 29 janvier 2003, 22 mai 2003, 22 juin 2004, 3 novembre 2004, 15 décembre 2004, 14 février 2005, 21 juin 2005, 25 mai 2006, 21 juin 2007, 30 janvier 2008, 18 juin 2008, 10 décembre 2008 et 28 janvier 2009 (*Gazette officielle du Québec* du 15 juin 1991, 12 octobre 1991, 8 mai 1993, 8 janvier 1994, 2 avril 1994, 9 juillet 1994, 1er juin 1996, 23 novembre 1996, 3 mai 1997, 12 juillet 1997, 13 juin 1998, 1^{er} mai 1999, 12 juin 1999, 10 juin 2000, 23 juin 2001, 29 décembre 2001, 16 février 2002, 22 juin 2002, 15 février 2003, 7 juin 2003, 10 juillet 2004, 20 novembre 2004, 8 janvier 2005, 26 février 2005, 9 juillet 2005, 10 juin 2006, 7 juillet 2007, 16 février 2008, 5 juillet 2008, 27 décembre 2008 et 14 février 2009);

Vu l'avis de proposition daté du 3 mars 2010 et expédié aux membres de l'Assemblée des gouverneurs, conformément à l'article 2.7 du règlement général 5 « Instances et dispositions générales », à l'effet de modifier l'Annexe 6-B « Régime de retraite de l'Université du Québec » du règlement général 6 « Ressources humaines »;

Vu l'entente intervenue à la Table réseau de négociation du régime de retraite et des régimes d'assurances collectives concernant les modifications apportées à l'article 14.3 de l'Annexe 6-B « Régime de retraite de l'Université du Québec », en date du 27 octobre 2009;

Vu la recommandation favorable du Comité de retraite du Régime de retraite de l'Université du Québec à l'effet d'adopter les modifications à l'Annexe 6-B « Régime de retraite de l'Université du Québec », en date du 17 décembre 2009;

Sur la proposition de Mme Sylvie Dulude, appuyée par M. Jean-Pierre Clermont,

IL EST STATUÉ PAR LES PRÉSENTES DE MODIFIER L'ANNEXE 6-B « RÉGIME DE RETRAITE DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC » DU RÈGLEMENT GÉNÉRAL 6 « RESSOURCES HUMAINES » COMME SUIT :

De remplacer l'article 14.3 par le suivant :

14.3 Les années de participation de toute employée comprennent toute période, postérieure au 1^{er} juin 1975, pendant laquelle l'employée s'est absentée du travail pour cause de maternité mais jusqu'à concurrence des limites suivantes :

— 120 jours pour toute absence antérieure au 21 novembre 1979;

— 140 jours pour toute absence postérieure au 21 novembre 1979 et antérieure au 1^{er} janvier 2008;

— 147 jours pour toute absence postérieure au 31 décembre 2007.

Toutefois, la présente disposition ne peut faire en sorte d'accorder à l'employée plus d'années de participation qu'elle n'en aurait eu, sans absence pour cause de maternité, en vertu des heures et des conditions de travail prévues à son contrat d'emploi.

À l'égard des périodes ci-haut mentionnées, aucune cotisation n'est exigible durant ou après l'absence de l'employée. De plus, aux fins du calcul de la rente, le traitement durant une telle absence est présumé être et avoir été le traitement que l'employée aurait reçu si elle n'avait pas été ainsi en congé.

Cet article entre en vigueur le 1^{er} janvier 2008.

ADOPTÉ

Le secrétaire général,
ANDRÉ G. ROY

35070